

Knibiehler, Yvonne. 1987. *Les Pères aussi ont une histoire*. Paris, Hachette.

Agnès Pitrou

Numéro 37, printemps 1997

Politiques du père

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/017734ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/017734ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

1204-3206 (imprimé)

1703-9665 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Pitrou, A. (1997). Compte rendu de [Knibiehler, Yvonne. 1987. *Les Pères aussi ont une histoire*. Paris, Hachette.] *Lien social et Politiques*, (37), 174–175.
<https://doi.org/10.7202/017734ar>

cas particuliers où surgit la singularité individuelle. À partir de trois ensembles de travaux menés par l'auteur ces dernières années (des récits biographiques recueillis auprès de pères d'origine rurale devenus ouvriers aux usines Peugeot de Sochaux, des études de cas de pères vivant en concubinage stable et d'autres concernant des situations de recompositions familiales), l'objet de cette partie est de faire comprendre comment se transforme aujourd'hui la fonction paternelle, c'est-à-dire aussi la transmission de l'institution. Le terme de « déclin » se trouve ici finalement relativisé, dans la mesure où ces études montrent toutes que se recomposent, dans les vies particulières, les voies de cette transmission. Les pères déracinés de Sochaux trouvent des façons subtiles de réaménager, dans le milieu urbain, l'idéal de la paternité qu'ils ont eux-mêmes hérité de leurs parents. Les pères naturels interviewés permettent de comprendre l'enjeu de l'autorité parentale, c'est-à-dire de situer l'une des origines précises de leur fragilité (la loi du 8 janvier 1993 — instituant l'autorité parentale conjointe des parents non mariés comme de droit s'ils vivent ensemble au moment de la reconnaissance de l'enfant — n'a que partiellement répondu à ce problème). Les pères et beaux-pères (dans le cas des familles recomposées) tentent de se réinscrire dans un univers de normes et de sens qui assure les places respectives de chacun. Certes, aucune de ces situations, typiques des conditions nouvelles de l'exercice de la fonction paternelle, ne va de soi : il n'y a pas de nouveaux « modèles ». Mais ces cas permettent de comprendre que l'alternative entre le retour au passé et la désinstitutionnalisation contemporaine n'est pas une alternative obligée. D'autres voies sont possibles, que ce livre laisse percevoir, même s'il ne les analyse pas vraiment. Dans une interview récente, Jean-Luc Godard disait : « Notre époque ne pense qu'à interpréter, elle ne sait plus regarder ». Le travail de Françoise Hurstel, nourri de réflexion théorique, est aussi un beau plaidoyer pour la revalorisation de l'observation au plus près des vies, de l'écoute et du regard.

Irène Théry
CNRS Observatoire sociologique
du changement
Fondation nationale des

Sciences politiques
Paris

KNIBIEHLER, Yvonne. 1987. *Les Pères aussi ont une histoire*. Paris, Hachette.

« Ces dernières années, les historiens, les ethnologues, les anthropologues ont beaucoup étudié les relations familiales... Pourtant, ils n'ont jamais placé le père au centre de leurs recherches ». Ce constat liminaire de l'auteure — qui demeure en partie fondé dix ans plus tard — peut en lui-même nous rendre perplexes. Il souligne combien l'histoire, qui est, on le sait, très largement une histoire d'hommes (puisque'il a fallu attendre les dernières décennies pour que se constitue, en France comme au Québec, une « histoire de femmes »), s'est peu intéressée à la dimension paternelle et familiale des personnages masculins qu'elle a mis en scène. L'auteure y lit la crainte, de la part des historiens, de remettre en cause leur propre paternité. On peut y voir autant le désintérêt relatif, voire la dévalorisation, des événements et des activités qui concernent la vie privée par rapport aux faits plus glorieux ou plus spectaculaires qui jalonnent les conquêtes, les guerres ou le développement économique. Les pères « héroïques » sont peu représentés dans les panthéons ou les martyrologes qui tapissent les murs de nos monuments.

Quoi qu'il en soit, ce livre de Yvonne Knibiehler, addition à son oeuvre déjà novatrice sur les femmes et les mères, nous entraîne depuis le néolithique jusqu'à nos jours dans une vaste fresque où se dessinent les images et les missions successives des géniteurs par rapport à leur descendance dans le monde occidental européen. Moins « évidente » que la fonction maternelle, directement saisissable et nourrie de références plus ou moins heureuses à la nature ou au naturel, la fonction paternelle a du mal à émerger de façon claire sous ses trois aspects, biologique, psychologique et social. C'est ce qui contribue sans doute aux oscillations que l'on retrouve dans les méandres des principes et des pratiques liés à la place du père selon les lieux et les moments : effacement quasi total dans les responsabilités et les tâches de procréation et d'éducation, et revendication, généralement inscrite dans les lois, d'une autorité paternelle rigide et du droit de prescrire les conduites : celles

des enfants, mais d'abord celles des femmes, auxiliaires inévitables de la reproduction et de la constitution d'une lignée.

À travers la multitude des données historiques ou juridiques et des témoignages rassemblés par l'auteure, il est parfois difficile de situer dans le temps et dans l'espace les variations significatives qui ont pesé plus ou moins lourdement sur la lente évolution de l'image paternelle dans notre société, tant elle a été diverse. Quelques facteurs de changement fondamentaux sont pourtant retenus. Par l'émergence du courant judéo-chrétien, la figure du Dieu-père devient en quelque sorte fondatrice de la figure paternelle et hiérarchique. La paternité sous l'Ancien Régime reste marquée par le devoir essentiel de la transmission des biens, « fondement réel de la puissance paternelle ». Le bouleversement introduit dans les idées par le Siècle des Lumières, puis dans les structures par la Révolution, bat en brèche le despotisme paternel et l'arbitraire de l'autorité du père. La transformation fondamentale de l'économie familiale et sociale par la diffusion du capitalisme et des modes de production qui mobilisent d'une façon nouvelle l'activité et les intérêts des hommes — et des femmes dans une moindre mesure — impose un mode de relation nouveau, qui se définit avec peine, entre le père et ses enfants, l'autorité paternelle et maternelle, et le père et l'État, à la fois remplaçant du père et recours, mais aussi redresseur des torts des pères abusifs ou négligents.

Se référant à l'évolution concomitante du statut des femmes et des mères, l'auteure insiste fortement sur les conséquences — vis-à-vis du rôle paternel et de l'image que les pères ont d'eux-mêmes — de la maîtrise des femmes sur leur liberté d'engendrer grâce à la diffusion des moyens modernes de contraception ou de procréation. « Que les hommes cessent de se leurrer : la mère et l'enfant peuvent se passer du père », note-t-elle avec un peu de provocation, en suggérant que « tous les efforts accomplis par le mâle humain depuis le néolithique pour s'assurer une descendance, pour survivre à travers des enfants bien à lui, pour nouer avec eux une relation privilégiée » risqueraient alors d'être « anéantis ».

On peut se permettre d'en douter, même dans nos pays occidentaux. Depuis la dernière décennie, qui a suivi

la publication du livre, la contraception tend à se « masculiniser » à nouveau par la diffusion rapide du préservatif. Les relations père-fils (plus que fille, comme le souligne l'auteure) se déplacent vers la soif de « communication », qui se joue moins sur le terrain professionnel, miné par les incertitudes et le chômage, que sur celui des activités ludiques (le sport, les technologies de pointe...), qui restent des lieux d'affirmation de soi et d'acquisition des modèles « virils ».

Enfin, une sorte d'autorité paternelle élargie se maintient fermement dans le domaine législatif, politique, médical ou scientifique qui « ramène la mère et l'enfant sous un contrôle globalement patriarcal ». Remonter l'histoire des pères, c'est bien s'interroger non seulement sur les relations entre « le masculin et le paternel » (et, de ce fait, entre le féminin et le masculin), sur le plan psychologique et dans les quotidiens des vies familiales, mais aussi sur la réalité des évolutions dans la répartition des pouvoirs et des influences entre les hommes et les femmes au sein de la société.

Agnès Pitrou
LEST-CNRS
Aix-en-Provence

MARTIN, Claude. 1997. *L'Après-divorce. Lien familial et vulnérabilité*. Rennes, Presses universitaires de Rennes.

La famille ne disparaît pas avec le divorce ou la séparation, l'économie des relations entre ses membres y est simplement d'une nature différente, celle-ci modulée suivant les positions sociales respectivement occupées. De façon lapidaire, tel est le constat qui justifie la démarche de recherche et les analyses qui nous sont restituées dans cet ouvrage. Claude Martin s'y attache à rendre compte des façons dont s'effectuent les recompositions suite à l'événement constitué par la rupture du couple conjugal et à cerner les formes que prennent les réseaux complexes de relations qui se mettent en place entre membres des anciennes et des éventuelles nouvelles configurations familiales. Ce qui nous est ainsi donné à voir, c'est un fonctionnement de la « famille », non plus comme une structure quasi statique qui n'évoluerait que dans le cadre d'un « cycle de la vie familiale » ponctué des mêmes grands événements, mais comme une configuration susceptible de fortes varia-

tions dans le temps, dans ce qui la compose et dans la nature des relations entre ses différents éléments.

À partir d'un matériau recueilli dans le cadre d'enquêtes sur les trajectoires socio-familiales de populations dites « en situation mono-parentale », ce qui nous est ainsi proposé n'est rien moins qu'une définition de la famille bien loin de ce qui a justifié, il y a longtemps, la création du fonds de commerce de la sociologie de la famille. La réalité n'est plus la même ; les modes d'approche sont désormais structurés autour des notions de dynamique, de trajectoires, de transition, de recomposition, de réseau...

Si l'on en restait là, l'ouvrage de Claude Martin aurait déjà sa justification : il consacre une nouvelle vision nécessaire de l'économie de la sphère privée. Nous adhérons d'autant plus à cette vision qu'une vaste revue critique des travaux consacrés à cette question, constituant une véritable déconstruction de l'objet, a contribué à renforcer notre vigilance de lecteur sur les risques permanents d'idéologisation en la matière et, par conséquent, à nous rassurer sur la lucidité de l'auteur. Celle-ci se manifeste notamment dans ses façons de souligner les différences dans les modes de recomposition de la structure conjugale familiale suivant les « capitaux » respectifs des anciens et des nouveaux partenaires ou les variations dans les mobilisations des réseaux de relations familiales, l'ampleur des soutiens relationnels, la nature des logiques d'échanges suivant les appartenances socio-culturelles.

Le constat de l'existence des inégalités sociales et culturelles que ces différences supposent nous introduit très logiquement à la question de la régulation juridico-politique de la sphère privée, c'est-à-dire relevant de ce que nous avons appelé une sociologie des relations privé-public. L'auteur aborde effectivement cette question avec beaucoup de pertinence. Les formes de vie familiale qu'il analyse ne posent pas que la question de la famille, elles posent bien celle des normes juridiques (comme instrument au service du pouvoir d'État, comme « ressources » utilisées par les individus) et, plus largement, celle des politiques publiques à mettre en œuvre. De ce point de vue, rien ne révèle mieux que cette question de l'après-divorce les incertitudes, les contradictions et les risques de régression du traitement politi-

que de la famille dont le destin, si l'on peut dire, est sur ce plan étroitement lié à celui du social en général. Les difficultés du politique à affronter la question sociale, dont la famille fait partie, ne seraient bien ici qu'un des symptômes de son incapacité à définir clairement les conditions d'établissement d'une citoyenneté renouvelée, passant ou non par la famille ou (et) par d'autres instances de socialisation.

Libéré des assignations trop fréquentes de la sociologie de la famille et tirant profit de sa compétence sur le social et son traitement politique, Claude Martin nous entraîne finalement, avec beaucoup de talent, vers une réflexion sur les enjeux socio-politiques des réorganisations de la sphère privée. Nous invitons ses futurs lecteurs à le suivre avec jubilation. Les sciences sociales ont toujours gagné à échapper à ce que tentent de leur imposer les catégories de la pratique sociale. Une nouvelle preuve nous en est fournie par cet ouvrage grâce à cette très heureuse mise en relation opérée entre le familial, le social et le politique.

Jacques Commaille
CEVIPOF
(CNRS-FNSP)

MUEL-DREYFUS, Francine. 1996. *Vichy et l'éternel féminin*. Paris, Seuil.

Dans l'œuvre de régénération morale du pays qu'il entendait mener, le gouvernement de Vichy exalta le rôle de la femme. Celle-ci devait redevenir la gardienne du foyer et de la famille. Elle devait incarner la pérennité de la nation en demeurant résolument cantonnée dans son rôle de mère. Cette dimension éternelle conférée au féminin ne fut cependant pas une invention de Vichy. L'idéologie de la Révolution nationale, en assignant une fonction à chaque sexe, ne faisait que réactualiser d'autres discours plus anciens existant antérieurement à la guerre — et parfois bien avant — dans ce que Francine Muel-Dreyfus appelle « le stock disponible des représentations du féminin ». Le projet de l'auteur est ainsi de « prendre la mesure de ce recentrage sexuel du monde social et de reconstruire les processus sociaux de production de cette idéologie », pour établir ce qu'elle appelle une sociogénèse des visions du féminin.

Le livre suit un plan triptyque : il analyse tout d'abord « l'inscription des femmes dans le mea culpa collectif »